

# NOS RETRAITES ATTAQUÉES : réagir vite et fort !

Le gouvernement obéit aux injonctions libérales de la Commission Européenne et prépare une nouvelle contre réforme des retraites. La propagande est en marche sur le déficit des régimes de retraites, les sacrifices à consentir pour les sauver, les "mesures inévitables à prendre de toute urgence" !

## Un terrain risqué pour le gouvernement.

Une retraite décente, qui permette de profiter de la vie après le travail, et mette chacun et chacune à l'abri d'une vieillesse dans la misère, est un droit élémentaire. Ce droit est déjà mis à mal, en particulier pour les femmes dont les pensions ne représentent en moyenne que 62 % de celles des hommes ce qui amène 22% des femmes âgées à être menacées par la pauvreté. Mais le gouvernement sait que la défense de ce droit a donné lieu aux puissantes mobilisations sociales de 1995, 2003 et 2010.

## Le coup du dialogue social.

Alors, pour donner un vernis de légitimité à la réforme qu'il veut faire adopter à l'automne, le gouvernement embringue les organisations syndicales dans une négociation avec le patronat, une conférence sociale qui se tiendra les 20 et 21 juin.

Le Medef est ravi. La méthode des conférences sociales lui convient à merveille. La première a débouché sur l'ANI devenu loi de flexibilisation du travail qui lui donne entière satisfaction. Laurence Parisot

passé à l'offensive. Elle réclame une réforme «sans tabou», un allongement de la durée de cotisation à 43 ans d'ici 2020 et un recul de l'âge légal à «au moins 65 ans à l'horizon 2040»!

## Faire payer les retraités ou faire travailler plus longtemps les salariés : c'est NON !

Plusieurs pistes sont envisagées par le gouvernement : l'augmentation de la CSG pour les retraités de 6,6 à 7,5%, la fin de l'indexation des pensions sur l'inflation, un nouvel allongement jusqu'à 44 annuités de la durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension complète.

Ces solutions ne sont pas nouvelles, depuis 20 ans la durée de cotisations n'a pas cessé d'augmenter (de 37,5 à 41,5 annuités en 2015) et le niveau des pensions recule. Loin de sauver les retraites elles les détruisent et font le lit des systèmes privés, liés à la finance.

## Nos retraites ne sont ni trop élevées, ni trop longues !

Ce sont les rentrées qui sont trop faibles minées par le chômage, par les bas salaires, par les exonérations de cotisations.



En prenant sur les profits, en créant des emplois et en augmentant les salaires, il y a les moyens de garantir le droit à la retraite à 60 ans maximum, à 55 ans pour les salariés ayant subi des travaux pénibles, avec 75% du salaire brut, calculé sur les six meilleurs mois de salaire, avec 37,5 annuités de cotisation maxi.

Gouvernement et patronat ont, ensemble, un plan de bataille pour imposer un nouveau recul. A nous de nous réunir dans nos syndicats et associations pour préparer la riposte, refuser le piège du dialogue social, discuter d'un plan pour une contre-offensive afin de mettre un coup d'arrêt à une politique entièrement dévouée au Medef contre les salariés.



toute l'info locale sur [www.npa66.org](http://www.npa66.org)

prendre contact : 06 87 10 05 62 - [contact@npa66.org](mailto:contact@npa66.org)

NPA66, 16, rue des Commères - 66000 Perpignan

# 1 AN pour HOLLANDE : 0 pour les Salariés !

Un an après son élection, force est de constater que le changement tant promis par le candidat Hollande n'a pas eu lieu. Rien d'étonnant à cela puisque depuis le 6 mai 2012, Hollande et son gouvernement n'ont eu de cesse d'apporter « des preuves d'amour » au Medef. Les 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux et la destruction du code du travail via la loi dite de « sécurisation de l'emploi » en sont des illustrations édifiantes.

## Un an de reniements

Des rares promesses du candidat Hollande qui auraient pu un tant soit peu froisser le patronat et les plus riches, rien n'est resté. La renégociation du TSCG, l'imposition à 75%, la loi de «dissuasion» des licenciements, la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, le droit de vote des étrangers, le non-cumul des mandats, la révolution fiscale... tout est passé à la trappe, sauf la loi en faveur du mariage pour tous, seule promesse tenue, qui ne peut cacher la forêt des reniements.

Pire, en un an, aucune attaque majeure de Sarkozy n'a été remise en cause. Sur certaines questions comme celle de la réduction des déficits ou de l'immigration, il y a même une véritable continuité avec le gouvernement précédent. 2012 a été l'année record des expulsions des immigrés... triste record sous un gouvernement dit de gauche. Continuité aussi également de la politique de la Françafrique avec l'intervention au Mali.

## Ils gardent le cap !

La politique d'austérité menée par le gouvernement Hollande-Ayrault dégrade les conditions de vie du plus grand nombre. Le taux de chômage bat des records historiques, la précarité et la pauvreté s'installent durablement et touchent de plus en plus de jeunes, de salariés, de chômeurs et de retraités. Face à cette situation, la colère se fait entendre. Celle des salariés qui luttent contre les licenciements et les fermetures d'usines ou les suppressions d'emploi dans le secteur public; celle qui s'exprime contre l'Ayraultport à Notre-Dame-des-Landes ou encore celle des manifestants du 1er et du 5 mai.

Malgré cela, Hollande et son premier ministre ont décidé de garder le cap. L'austérité sera poursuivie au nom de la croissance et de l'emploi. Nos retraites sont d'ores et déjà dans le collimateur du gouvernement et du Medef et les privatisations vont s'accélérer.

## Résister et s'opposer

Cette politique prépare le retour de la droite, si discrète sur les mesures économiques du gouvernement et nourrit la montée du Front national qui se renforce grâce aux reculs sociaux et aux affaires qui touchent la gauche et la droite.

Il y a urgence à développer et à faire converger les mobilisations afin de changer le rapport de force et construire une alternative politique contre la droite et l'extrême droite dans la perspective d'un gouvernement anti-austérité qui interdise les licenciements, augmente les salaires et les retraites pour imposer une autre répartition des richesses, développe les services publics, annulent la dette et crée un monopole public bancaire. Il y a urgence à mettre les banques, le patronat et leurs serviteurs hors d'état de nuire.



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

toute l'info locale sur [www.npa66.org](http://www.npa66.org)

prendre contact : 06 87 10 05 62 - [contact@npa66.org](mailto:contact@npa66.org)

NPA66, 16, rue des Commères - 66000 Perpignan